

Tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE 6 HTB et HTA-BT)

Date de la contribution : 14/11/2022

Questions relatives à l'adaptation du cadre de régulation incitative de RTE

Question 1 : Pour l'année 2022, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les coûts de congestions à 100% au CRCP ?

Ne se prononce pas.

Question 2 : Pour les années 2023 et 2024, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de remplacer la régulation incitative sur les coûts de congestions nationales et internationales par une régulation incitative portant sur les volumes de congestions nationales et internationales, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

Ne se prononce pas.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer la régulation incitative portant sur les coûts de constitution des réserves d'équilibrage par une régulation incitative portant sur les volumes d'ajustements pour motif de reconstitution des services système et marges, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

Ne se prononce pas.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les abattements, pénalités et indemnités liés aux réserves d'équilibrage à 100% au CRCP pour les années 2023 et 2024 ?

Ne se prononce pas.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer l'incitation à 100% sur les coûts de la part variable de la compensation synchrone par une régulation incitative portant sur les volumes d'énergie valorisée au titre de la compensation synchrone, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

Ne se prononce pas.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution de la CRE pour l'incitation sur le volume d'achat des pertes supportées par RTE et Enedis ?

ELE est favorable aux propositions d'évolution de la CRE pour l'incitation sur le volume d'achat des pertes supportées par RTE et Enedis, toutefois nous considérons que celles-ci ne sont pas suffisantes vu le contexte de marché actuel, il nous semble plus pertinent de suspendre pour 2023 et 2024 l'ensemble de la régulation incitative sur les pertes. En effet plusieurs facteurs, non maîtrisables par le GRD, interviennent sur le volume des pertes techniques et non-techniques des gestionnaires de réseaux :

- Développement volontariste des usages de l'électricité,
- Délestages,

- Evénements climatiques extrêmes dus au dérèglement climatique (tempêtes causant des dégâts, canicules causant un échauffement des lignes, etc.)
- Augmentation des fraudes du fait de l'augmentation de prix de l'électricité,
- Développement des ENR,
- Etc.

Dans ces conditions, une régulation incitative sur le volume des pertes est ainsi dénuée de sens.

En outre, le coût de la fourniture des pertes va considérablement augmenter pour les GRD pour les années 2023, 2024 et suivantes. Le syndicat ELE souhaite donc souligner les forts enjeux, au-delà même de la régulation incitative, de couverture de ces charges par le TURPE. Nous insistons sur l'ultime nécessité de prendre en compte la totalité des surcoûts via le TURPE, sans limitation à 2% du CRCP. ELE rappelle que la méthodologie d'évolution du TURPE 6 HTA-BT prévoit un apurement du CRCP des GRD dans la limite d'une évolution tarifaire annuelle de +/- 2%, ce qui de fait reporte de plusieurs années les compensations des GRD. Cette limitation du « k » du CRCP à +/-2% n'est aujourd'hui plus adaptée au présent contexte de variations très rapides et durables des volumes de pertes.

Ainsi, comme ELE l'a exprimé dans sa réponse à la consultation 2022-09 du 22 septembre 2022 relative à la mise en œuvre d'un versement anticipé exceptionnel du montant du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de RTE, nous saluons la pertinence de prise de délibération tarifaire pour pallier aux variations importantes et imprévisibles des CRCP des gestionnaires de réseaux. De même que la redistribution des recettes supplémentaires relève de la compétence de la CRE, il nous apparaît donc essentiel que celle-ci puisse accepter les charges supplémentaires pour les pertes dans des plus brefs délais, afin d'éviter une dégradation sérieuse de la trésorerie des GRDs remettant ultimement en cause leur pérennité.

Questions relatives aux moyens de RTE

Question 7 : Êtes-vous favorable à la correction de la trajectoire de production immobilisée pour les années 2023 et 2024 ?

ELE tient à souligner la nécessité de revoir les charges de personnel non seulement pour les investissements mais aussi pour prendre en compte les évolutions salariales proposées par la branche des IEG dès 2023 (accord de branche du 06/10/2022 ainsi que les mesures complémentaires des employeurs obligatoires pour tendre vers les accords d'entreprise d'EDF face à la grève dans les centrales nucléaires).

Question 8 : Êtes-vous favorable à la restitution aux utilisateurs du réseau des montants transférés de charges d'exploitation vers des dépenses d'investissement ?

Ne se prononce pas.

Questions relatives au suivi de la performance de RTE sur les raccordements

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en place un suivi du taux de transmission des propositions techniques et financières dans les délais convenus avec le demandeur et au mécanisme incitatif associé ?

Ne se prononce pas.

Question 10 : Partagez-vous l'intérêt de suivre également le délai moyen de transmission des propositions techniques et financières ? Considérez-vous pertinent d'introduire une incitation financière relative à cet indicateur ?

Ne se prononce pas.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'autres indicateurs ou de nouvelles mesures incitatives appropriées concernant le processus de raccordement ?

Ne se prononce pas.

Questions relatives aux créances irrécouvrables des responsables d'équilibre

Question 12 : Êtes-vous favorable à l'inclusion, au cas par cas et sur la base de dossiers argumentés par RTE, des créances irrécouvrables des responsables d'équilibre au CRCP ?

Le syndicat ELE y est favorable. Nous souhaitons en outre rappeler ici que des charges importantes peuvent également affecter les GRD en cas de défaillances de Responsable d'Équilibre et en cas de consommateurs se retrouvant sans fournisseurs.

Le syndicat ELE recommande donc de prendre en compte dans le CRCP et le TURPE (sans limitation à 2% du CRCP) l'ensemble de ces charges supplémentaires qui pèsent sur les GRD. Il en va de même par les irrécouvrables refacturés au GRD par les fournisseurs sur la part TURPE des factures. Enfin nous rappelons que la prise en charge des clients sans fournisseurs doit également être incluse dans le CRCP.

Questions relatives à l'incitation de RTE sur le délai de connexion à la plateforme européenne MARI

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'ajout de l'action « partage des capacités transfrontalières françaises sur la plateforme MARI pour les activations programmées qui ont lieu chaque quart d'heure » à la liste des actions prioritaires du dispositif de régulation incitative permettant de favoriser l'innovation à l'externe, et à son délai de mise en œuvre ?

Ne se prononce pas.